



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 12/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AUBERT & DUVAL Issoire

ZI du PIAT
63500 Issoire

Références : 20260108-RAP-63-0014-Insp02122025-A&D-Issoire
Code AIOT : 0005600368

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2025 dans l'établissement AUBERT & DUVAL Issoire implanté ZI du PIAT 63500 Issoire. L'inspection a été annoncée le 26/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUBERT & DUVAL Issoire
- ZI du PIAT 63500 Issoire
- Code AIOT : 0005600368
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine d'ISSOIRE est spécialisée dans le forgeage et le matriçage de blocs en aluminium, destinés à la fabrication de pièces de structure pour l'industrie aéronautique et spatiale.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Autosurveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 31/07/2014, article 9.2.1.1	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 31/07/2014, article 3.2.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Autosurveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 31/07/2014, article 9.2.1.2	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Pollution eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 31/07/2014, article 2.1.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	Relevé des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 31/07/2014, article 9.2.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Autosurveillance des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 31/07/2014, article 9.2.3.1	/	Sans objet
9	Autosurveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 31/07/2014, article 9.2.5.1	/	Sans objet
10	Conception et exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 31/07/2014, article 5.1.3	/	Sans objet
11	Traçabilité des déchets - Registre	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-43	/	Sans objet
12	Traçabilité des déchets - BSDD	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R541-45	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'IIC attend de la part de l'exploitant :

- les rapports d'autosurveillance manquants (eaux souterraines et rejets atmosphériques),
- les données nécessaires à la mise à jour des prescriptions sur les rejets atmosphériques (évolution des émissaires canalisés et leur flux par rapport au flux global),

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Désenfumage – présence de DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 04/11/2025
Prescription contrôlée : Dispositifs de désenfumage en partie haute « conformes à la réglementation en vigueur »
Constats : Les travaux concernant le désenfumage au-dessus des ateliers de décapage devaient être réalisés en 2025.

<p>Pour rappel, l'exploitant a précisé que le rapport EFFECTIS indiquait le nombre d'exutoires minimum nécessaires suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour le décapage contrôle : 5 exutoires (dont 3 existants), - pour le décapage forge-prépa : 10 exutoires (dont 6 existants). <p>Les exutoires complémentaires (à savoir 2 pour le décapage contrôle et 4 pour le décapage forge-prépa) ont été installés en septembre 2025. Ils seront raccordés lors des travaux d'arrêt de cet hiver prévus du 24 décembre 2025 au 2 janvier 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement des eaux incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 04/12/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.</p> <p>Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.</p> <p>Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m³.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ; - tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ; - en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. <p>Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant. <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part. Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.

<p>- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;</p> <p>- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</p> <p>Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p> <p>Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la dernière inspection, il était attendu que les consignes d'actionnement de l'organe de fermeture, les dispositions concernant la maintenance et les tests soient définis.</p> <p>Ont été transmises en décembre 2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la consigne d'actionnement de la vanne de fermeture manuelle du bassin de confinement et de vérification de la fermeture de la vanne (voyant vert ou rouge) ; - la fiche FO16 du Plan d'Urgence Interne (PUI) concernant le bassin de confinement ; - les consignes permanentes concernant les alarmes incendie et techniques au poste de garde (version 2 du 04/12/2024) et celles concernant les situations d'urgences au poste de garde (version 2 du 04/12/2024). <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué réaliser un test d'alarme incendie avec réarmement manuel tous les mois. Les dispositions concernant la maintenance sont en cours de définition auprès du service "travaux neufs".</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Autosurveillance des émissions atmosphériques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/2014, article 9.2.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Par mesure des émissions canalisées ou diffuses</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures des émissions canalisées sont réalisées annuellement sur les points de rejets suivants :</p> <p>E1 - Décapage Forge Nord E2 - Décapage Forge Sud E3 - Contrôle GV1 E4- Contrôle GV3 E5 - Four R049 E6 - Cabine ArDROX E7 - Cheminée PS24 E8 - Four R047 E9 - Fraiseuse F22</p> <p>Cf. tableau de l'AP pour les paramètres par point de rejet.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier rapport annuel de surveillance des rejets atmosphériques de l'établissement à disposition de l'IIC date de 2022 (référence du rapport : 346762234.2.R du 27/04/2022).</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit transmettre à l'IIC les rapports annuels de surveillance des émissaires canalisés depuis 2023 à 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/2014, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : Vitesse minimale d'éjection de 8 m/s pour tous les émissaires.
Constats : <p>Suite à la dernière inspection, l'exploitant devait justifier de l'acceptabilité de ses rejets atmosphériques en justifiant que les historiques de mesure montraient des concentrations et flux faibles, et en comparant le flux engendré par le four non conforme par rapport au flux global site émis pour chaque composé (à partir de la déclaration GEREP). Si ces aspects sont démontrés, même si le respect strict de la vitesse d'éjection n'est pas retrouvé, il sera considéré que les enjeux sont faibles et les risques maîtrisés.</p> <p>Les arguments présentés par l'exploitant dans l'annexe 2 transmise le 4 décembre 2024 sont jugés recevables par l'IIC. En effet, les contributions des deux fours R047 et R048 sont très faibles. Les flux de poussières et de NOx restent même en cumulé en deçà des flux limites pour lesquels une surveillance est imposée selon l'arrêté ministériel du 2 février 1998. De plus, la vitesse d'éjection réglementaire est de 5 m/s lorsque le débit est inférieur à 5000 Nm³/h selon l'article 57, ce qui est le cas pour ces 2 fours.</p> <p>Dans une logique de surveillance des principaux émissaires du site et compte tenu de son environnement très urbanisé, il est nécessaire de fournir une cartographie des émissaires réellement en fonctionnement à ce jour afin de vérifier si des modifications ont été apportées depuis l'arrêté préfectoral de 2014. Pour chaque émissaire, l'exploitant évaluera ainsi sa contribution sur les rejets atmosphériques globaux du site par polluant. Ceci permettra à l'IIC de mettre à jour la liste des émissaires suivis en maintenant ou en actualisant certains paramètres (VLE, vitesses d'éjection et fréquence).</p> <p>Au regard des valeurs exposées par l'exploitant, une évaluation quantitative des risques sanitaires n'est pas requise.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'IIC demande à disposer d'une cartographie des émissaires réellement en fonctionnement à ce jour afin de vérifier si des modifications ont été apportées depuis l'AP de 2014. Pour chaque émissaire, l'exploitant évaluera ainsi sa contribution sur les rejets atmosphériques globaux du site par polluant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Autosurveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/2014, article 9.2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Par bilan (PGS)
Prescription contrôlée : L'évaluation des émissions par bilan porte sur les polluants suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Paramètres : COHV - Type de mesures ou d'estimation : Plan de gestion de solvant - Fréquence : annuelle
Constats : L'exploitant a indiqué à l'inspection que l'établissement consomme 100 kg/an de solvants et qu'il ne réalise pas de PGS.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre un PGS sur la période 2025 ou demander la révision de cette prescription en apportant les justificatifs nécessaires à l'appréciation de cette modification.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Relevé des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/2014, article 9.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Relevé des prélèvements d'eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totaliseur. Ce dispositif est relevé mensuellement, les résultats sont portés sur un registre.

<p>Constats :</p> <p>L'usine d'Issoire dispose de plusieurs compteurs.</p> <p>L'exploitant réalise un relevé mensuel de sa consommation en eau potable et en eau industrielle. Il a été relevé pour la consommation d'octobre 2025 : 1813 m³ d'eau potable et 0 m³ d'eau industrielle. L'exploitant a indiqué que la consommation d'eau industrielle a été stoppée depuis septembre 2024 sur demande de CONSTELLIUM.</p> <p>Le reporting est réalisé sur l'ensemble du site sur l'outil "EERIS" pour une consommation totale d'environ 20 000 m³ par an.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Autosurveillance des eaux résiduaires

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/2014, article 9.2.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence et modalité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rejet R1 : cf. premier tableau de l'article - rejet R2 : cf. second tableau de l'article
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le 11 février 2025 un rapport à connaissance sur la synthèse des travaux de création de réseaux séparatifs, son positionnement RSDE et la gestion des effluents industriels qui est en cours d'instruction auprès de l'IIC. Une convention spéciale de déversement a été signée avec le SIREG et le gestionnaire SAUR en mai 2025.</p> <p>Cf. instruction du DOSEP "Rejets aqueux" qui aboutira à une mise à jour de l'arrêté préfectoral d'autorisation sur cette thématique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Pollution eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/2014, article 2.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, eaux souterraines</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 04/02/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p>

- Limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- La gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- Prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Lettre préfectorale du 28 avril 2022 :

[...] Vous devrez présenter les résultats de ces investigations [visant à déterminer la zone impactée par la pollution de nappe autour de PZ6 - ajout de 5 piézomètres] à l'inspection des installations classées au plus tard fin 2022 et ils devront être accompagnés d'une proposition de gestion de cette pollution. [...]

Constats :

Suite à l'inspection du 04/10/2024, il était attendu les actions suivantes :

- l'exploitant doit continuer ces pompages jusqu'à obtenir un maximum de traitement. Il réalisera un bilan des différents pompages effectués.
- de plus, la fréquence de suivi annuelle semble trop faible pour s'assurer de la réaction de la nappe vis-à-vis des opérations de pompage. Une fréquence trimestrielle sera mise en œuvre pour le suivi des eaux souterraines des 13 piézomètres du site et les résultats interprétés seront transmis à l'inspection accompagnés des résultats des opérations de pompage/écrémage suite à chaque campagne trimestrielle.

Les résultats de la campagne de surveillance des eaux souterraines du premier semestre d'avril 2024 ont été communiqués via GIDAF (pas de transmission du rapport à l'IIC) et le rapport de surveillance des eaux souterraines du second semestre de septembre 2024 a été transmis à l'IIC (référence du rapport : 21709862 002 002 001 du 15/10/2024).

La surveillance trimestrielle des eaux souterraines sur 2025 a été faite auprès de Ramboll (sans transmission des rapports) :

- les campagnes d'avril, juillet et septembre ont été faites,
- les rapports des campagnes d'avril et juillet ont été réceptionnés par l'exploitant,
- le rapport de la campagne de septembre n'était pas disponible le jour de l'inspection,
- l'exploitant a indiqué que la campagne de décembre était planifiée par Ramboll.

L'exploitant a confirmé que la surveillance trimestrielle des eaux souterraines était prolongée sur 2026. Les rapports de surveillance 2026 devront être communiqués dans les délais fixés par l'article 9.2.4 de l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2014, à savoir au plus tard un mois après leur réception par l'exploitant.

De plus, l'inspection ne dispose pas du bilan des pompages sur le traitement. Néanmoins, des investigations complémentaires autour de PZ6 sont encore en cours.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre les rapports de surveillance des eaux souterraines comportant des commentaires sur les évolutions des paramètres suivis, des périodes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1^{er} semestre 2024, 1^{er} et 2^{ème} trimestres 2025 sous 1 mois, - 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2025 sous 3 mois. <p>L'exploitant doit aussi se positionner sur le traitement effectué concernant la pollution autour de PZ6 et informer l'inspection des résultats de ses investigations et de la suite à donner.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Autosurveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/2014, article 9.2.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 5 ans, par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport de mesure des émissions sonores générées dans l'environnement par le site Aubert & Duval d'Issoire daté du 27 mars 2023. Les mesures ont été réalisées du 21 au 22 février 2023. Ce rapport fait état de deux dépassements :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en limite le propriété, seul le point LP n°6 présente un dépassement de la valeur limite réglementaire en période nocturne. Les autres mesures en limite de propriété respectent les seuils réglementaires diurne et nocturne. - en zone à émergence réglementée, il a été constaté au point ZER un dépassement de l'émergence réglementaire nocturne. Le site respecte cependant le critère d'émergence réglementaire en période diurne. <p>Aucune tonalité marquée, d'une durée dépassant 30% de la période réglementaire considérée, n'a été constatée en ZER.</p> <p>L'exploitant a indiqué réaliser des mesures tous les 3 ans.</p> <p>L'IIC ne recensant aucune plainte à ce jour relative à cette thématique, aucune action n'est demandée à ce stade par l'IIC mais l'exploitant devra transmettre à l'IIC le prochain rapport de surveillance.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Conception et exploitation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/2014, article 5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage internes des déchets
Prescription contrôlée : ... En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées. ...
Constats : Lors de l'inspection, l'IIC a visité la zone déchetterie (les autres zones entreposant des déchets n'ont pas été inspectées). Les bennes de copeaux avec huile soluble de la zone déchetterie du site sont situées sur une aire étanche aménagée pour récupérer les égouttures. Ces dernières sont dirigées dans des regards dédiés qui partent au bassin d'orage et de calamité (BOC) après passage dans un débourbeur / déshuileur. L'exutoire final du BOC est le milieu naturel : le ruisseau de la Boulade (affluent de l'Allier). Ainsi les égouttures d'huile et les eaux pluviales souillées sont canalisées et traitées avant rejet au milieu naturel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Traçabilité des déchets - Registre

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-43
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Prescription contrôlée : I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; ... A compter du 1er janvier 2022 , ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le

<p>ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.</p>
<p>Constats :</p> <p>En séance, l'exploitant a présenté le registre de ses déchets dangereux et non dangereux dont l'historique depuis 2020 est disponible. L'IIC a constaté la présence du registre numérique chronologique sans vérifier la complétude du document.</p> <p>L'exploitant réalise la déclaration des déchets dangereux via l'utilisation des BSDD sur la plateforme Trackdéchets. Ce point est validé par l'IIC dont la synthèse des bordereaux 2024 a été extraite sur la plateforme Vigidéchets.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Traçabilité des déchets - BSDD

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/11/2022, article R541-45</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, BSDD</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.</p> <p>....</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise la déclaration des déchets dangereux via l'utilisation des BSDD sur la plateforme Trackdéchets. Ce point est validé par l'IIC dont la synthèse des bordereaux 2024 a été extraite sur la plateforme Vigidéchets.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>